



La Plaine sur mer

Arrêté n° 2024-390-ST

Objet : Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise ATLANTIQUE-Bale pour des travaux situés 1-3 Chemin de Moquechien.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du 19 juin 2024 et les pièces complémentaires transmises le 10 juillet 2024, par laquelle l'entreprise **ATLANTIQUE-Bale** située TSA 70011 chez SOGELINK 69134 DARDILLY, demande une autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,
Considérant que le domaine public doit être préservé,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Permission de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 15 jours à compter du 22 juillet 2024, pour effectuer Travaux de branchement eaux usées et eau potable.

Article 2 : Prescriptions techniques

D'une manière générale, les réfections définitives seront effectuées à l'identique de l'existant.

Les prescriptions particulières ci-après s'imposent au demandeur :

- 1) Si la canalisation béton d'eau pluviale apparaît à l'ouverture des tranchées être positionnée à -1.00m du TN les canalisations de branchement seront positionnées au-dessus du réseau eau pluviale. Si l'altimétrie de la génératrice supérieure du réseau eau pluviale implique une altimétrie de la génératrice supérieure des canalisations de branchement supérieur à -0.80, le bénéficiaire pourra, soit passer sous la canalisation d'eau pluviale, soit rester dessus mais une coquille béton devra être réalisée.
- 2) Les deux branchements feront l'objet d'une seule ouverture de chaussée, quand bien même deux fouilles seront réalisées. Il n'y aura donc qu'une seule emprise de réfection de ces travaux.
- 3) Le tabouret sera positionné au plus prêt de la limite séparative. La borne d'eau potable sera posés sans saillie sur le domaine public.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. Travaux réalisés par demi chaussée sous alternat manuel.
2. Stationnement interdit dans l'emprise de l'alternat.
3. Vitesse limitée à 30 km/h dans l'emprise de l'alternat.
4. Les accès aux parcelles privatives doivent être conservées.

Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son chantier. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 17 juillet 2024.

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire

